



Le Pacte Présidentiel

100 propositions

“ Pour que la France retrouve une ambition partagée,

la fierté et la fraternité ”



Fédération de la Gironde

Mérignac 20 février 2007



projet contre projet



- Instaurer un service civique pour les jeunes
- Instaurer un plan à taux zéro de 10 000€ en faveur de chaque jeune pour l'aider à construire un projet
- Mettre en œuvre une carte santé jeune 16/25 ans ouvrant droit à la gratuité d'une consultation par semestre et à la contraception gratuite pour les jeunes femmes de moins de 25 ans

- Créer le droit au premier emploi des jeunes
- Créer une allocation autonomie pour les jeunes

- Demander à chaque jeune de consacrer 6 mois de sa vie à une mission d'intérêt général

- Permettre aux jeunes de bénéficier d'un prêt à taux zéro pour financer leurs études

- Réformer l'ordonnance de 1945 et notamment juger les mineurs de 16 à 18 ans récidivistes comme des adultes

jeunesse

jeunesse

jeunesse

jeunesse

- Réviser la carte scolaire pour supprimer les ghettos
- Limiter à 17 le nombre d'élèves en classe de CP et CE1 dans les ZEP et augmenter la dotation aux établissements de 25
- Renforcer la présence des adultes dans les établissements
- Porter en 5 ans la dépense par étudiant au niveau moyen des pays de l'OCDE

- Supprimer la carte scolaire

- Pour les ZEP : « déposer le bilan », diviser par 2 le nombre d'élèves, payer plus les professeurs

- Augmenter le budget de l'enseignement supérieur de 50% en 5 ans

enseignement enseignement enseignement

- Supprimer le CNE pour faire du CDI la règle
- Consolider les acquis des 35h et réduire les effets négatifs pour les ouvriers et les employés
- Mettre en place une sécurité sociale professionnelle :
rémunération pendant 1 an à 90%
du dernier salaire perçu, formation
qualifiante, aide personnalisée à la
recherche d'emploi

travail

travail

travail

travail

- Supprimer les 35h
- Généraliser les contrats précaires
- Encadrer le droit de grève et instaurer un service minimum dans les services publics
- Ne remplacer qu'un fonctionnaire parti à la retraite sur 2

- Faire progresser de 10% par an le budget consacré à la Recherche
- Mettre en place un politique industrielle capable de préparer l'avenir et de réduire les risques de délocalisation
- Soutenir les PME : création de fonds publics régionaux et part réservée dans les marchés publics
- Moduler le taux d'imposition sur les bénéfiques : plus bas s'il est réinvesti et plus haut s'il est distribué aux actionnaires
- Soutenir la création d'entreprises : améliorer la protection sociale des entrepreneurs, créer un cautionnement mutuel pour la garantie des emprunts

innovation économie innovation économie

- Augmenter l'effort de recherche de 40%
- Permettre aux maires l'ouverture des commerces le dimanche
- Réduire les impôts qui pèsent sur les entreprises à 15%
- Suspendre pendant 2 ans l'application des différents seuils pour les PME qui grandissent
- Créer un impôt sur les sociétés à taux réduit au profit des entreprises de moins de 50 salariés

- Augmenter rapidement le smic à 1500€
- Organiser une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance
- Revaloriser de 5% les allocations aux personnes en situation de handicap
- Doubler l'allocation de rentrée scolaire versée en 2 fois
- Réduire les coûts bancaires
- Augmenter de 5% les petites retraites

pouvoir d'achat

- Réformer les régimes spéciaux de retraite pour permettre aux français de travailler plus longtemps

- Augmenter le pouvoir d'achat par le « travailler plus » en supprimant les charges sociales et fiscales sur les heures supplémentaires

pouvoir d'achat

- Mettre en œuvre un grand plan de prévention et de recherche des maladies graves

- Créer des dispensaires

- Renforcer les moyens de la médecine scolaire, universitaire et du travail

- Sanctionner le refus de soins pour les bénéficiaires de la CMU

- Rétablir les soins aux étrangers en situation irrégulière

- Etablir une franchise de quelques euros par acte de soins, non remboursable par aucune assurance complémentaire

- Aligner les honoraires des généralistes sur ceux des spécialistes

- Prévoir l'obligation, pour toute loi de financement de la sécurité sociale, de combler le déficit de l'assurance-maladie de l'année antérieure au titre des dépenses courantes par une augmentation l'année suivante des cotisations, de la CSG ou de la franchise

santé

santé

santé

santé

santé

- Construire 120 000 logements sociaux par an
- Faire appliquer la loi SRU, l'état se substituant aux mairies
- Créer un service public de la caution
- Remettre à la location des logements vacants spéculatifs
- Faire respecter le ratio de 1 hébergement d'urgence pour 1000 habitants dans les communes

- Faire de la France un pays de propriétaires

- Rendre déductible d'impôts l'intégralité des intérêts d'emprunt pour l'accession à la propriété

- Mettre en vente 1% du parc des logements sociaux chaque année

Logement Logement Logement Logement

- Anticiper l'épuisement du pétrole en soutenant massivement les énergies renouvelables

- Créer un pôle public de l'énergie entre EDF et GDF

- Appliquer le principe du pollueur-payeur

- Instaurer une éco-redevance pour décourager le transport par camion et transférer le fret vers le rail

- Encourager les éco-industries par une TVA tendant à zéro

- Créer un poste de vice-Premier ministre chargé du développement durable

environnement

environnement

- Défisicaliser les biocarburants

- Créer la taxe sur le carbone importé

- Aider les transporteurs routiers à améliorer le rendement énergétique de leur activité et développer le fret ferroviaire

- Créer des tarifs en matière d'eau, d'électricité et de ramassage des déchets incitant les ménages à adopter des comportements vertueux

- Créer un grand ministère du développement durable

- Favoriser la valeur ajoutée de nos produits agricoles afin d'améliorer les revenus et de favoriser l'installation des jeunes

- Promouvoir la réorientation de la PAC vers les aides agro-environnementales

- Encourager les contributions des agriculteurs à la fourniture d'énergie (biomasse, éoliennes...)

- Arrêter les essais des OGM en plein champ

- Mettre en œuvre un programme national de réduction de l'utilisation des pesticides

- Transférer aux Régions la gestion des aides directes à l'agriculture

- Réaffirmer le principe de préférence communautaire

- Affirmer l'importance stratégique de l'autosuffisance et de l'indépendance alimentaire de l'Europe

- Défendre le principe de la PAC auprès de nos partenaires européens et dans l'enceinte de l'OMC

- Faire respecter la loi et les règles de la concurrence loyale dans les rapports entre les agriculteurs et la grande distribution

- Développer les usages non alimentaires de l'agriculture, en particulier les biocarburants et la chimie verte

agriculture

agriculture

agriculture

- Rétablir la règle des 10 ans comme critère de régularisation

- Instituer un visa permettant des aller-retour multiples sur plusieurs années

- Régulariser les sans papiers à partir de critères fondés sur la durée de présence en France, la scolarisation des enfants et la possession ou la promesse d'un contrat de travail

- Régulariser les sans papiers sur décision discrétionnaire des préfets

- Attirer les meilleurs étudiants en fonction des besoins de notre économie

- Mettre en place un système de points pour attirer les personnes étrangères qualifiées ou répondant à un besoin du marché du travail

immigration

immigration

immigration

- Introduire une part de proportionnelle pour l'élection des députés et modifier le mode de scrutin pour l'élection des sénateurs

- Instaurer le non cumul des mandats pour les parlementaires

- Supprimer le droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle

- Revaloriser le rôle du Parlement

- Instaurer la démocratie participative dans toutes les collectivités publiques

- Refuser toute mise en cause de la loi de 1905

- Donner le droit de vote pour les élections locales aux étrangers séjournant régulièrement en France depuis plus de 5 ans

- Introduire une dose de proportionnelle aux élections sénatoriales

- Exiger des fonctionnaires qu'ils démissionnent de la fonction publique s'ils décident de se consacrer à une carrière politique

institutions

institutions

institutions

- Clarifier le statut pénal du chef de l'Etat

- Limiter à 2 le nombre de mandat successifs du président de la République

- Limiter à 15 le nombre des ministres de plein exercice

- Doubler le budget de la justice
- Faciliter l'accès à la justice des plus modestes
- Recomposer l'organisation judiciaire en fonction des besoins et de la démographie de la population
- Assurer la présence d'un avocat dès la première heure de garde à vue
- Encadrer strictement le recours à la détention provisoire
- Renforcer les alternatives à la prison préventive

justice

justice

justice

- Augmenter le budget de la justice (sans précisions)
- Créer un procureur général de la nation et des jurys dans les tribunaux correctionnels

justice

- Apprendre la civilité aux enfants par des programmes d'éducation au respect de l'autre
- Mettre en place des gardiens dans tous les immeubles sociaux
- Recruter des surveillants des collèges
- Mettre en place une politique de prévention précoce de la violence
- Faire de la lutte contre les violences conjugales une priorité nationale
- Créer une nouvelle police de quartier

- Poursuivre la politique de sécurité

- Ne pas revenir à la police de proximité qui a fait augmenter la délinquance

- Vendre la plus large partie du parc HLM dans les quartiers difficiles car la propriété est source de sécurité, de respect, de civilité

sécurité

sécurité

sécurité

sécurité

- Construire une europe plus protectrice et plus en phase avec les besoins de ses citoyens

- Inscrire dans les statuts de BCE l'objectif de croissance-emploi, créer un gouvernement de la zone euro

- Tirer vers le haut le niveau de vie et la protection sociale dans tous les pays européens grâce à un protocole social

- Négocier un traité institutionnel soumis à référendum

- Adopter un traité limité aux questions institutionnelles

- Envisager d'élaborer un texte scellant la dimension fondamentalement politique du projet européen

- Stopper toute nouvelle adhésion tant qu'aucune réforme institutionnelle n'a eu lieu

- Etendre le champ de la majorité qualifiée et de la codécision

- Garantir et mettre en œuvre le principe de préférence communautaire

europe

europe

europe

europe